

Délégation
France Insoumise
parlement européen



BILAN DE MANDAT

24/26



GUE/NGL

LA GAUCHE
AU PARLEMENT EUROPÉEN

Depuis leur élection en 2024, les député·es de la délégation France insoumise au Parlement européen exercent leur mandat dans un contexte de profond basculement politique. Une alliance inédite entre la droite et l'extrême droite s'est constituée pour soutenir la majorité d'Ursula von der Leyen, ouvrant la voie à l'adoption de textes toujours plus régressifs : durcissement des politiques migratoires, dérégulation environnementale et remise en cause des droits sociaux.

Face à ce bloc réactionnaire rassemblé autour de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, la délégation insoumise, aux côtés du groupe de La Gauche, s'est affirmée comme le principal pôle de résistance. Nous avons été le seul groupe progressiste à déposer une motion de censure contre la Commission européenne lorsqu'elle a décidé d'imposer le libre-échange forcé avec le Mercosur. Dans l'hémicycle, en commission comme sur le terrain, notre délégation a porté une ligne constante : défendre les droits sociaux, les libertés publiques, les biens communs et les populations les plus durement exposées aux injustices.

Au sein du groupe de la Gauche, la délégation a mené des combats décisifs : contre le Pacte Asile et règlement « Retour », contre les accords de libre-échange destructeurs, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses, la régulation des plateformes numériques, la lutte contre les violences faites aux femmes, ainsi que la protection des départements et régions d'Outre-mer.

Ce bilan retrace les combats menés depuis le début du mandat, les avancées obtenues, les batailles toujours en cours et les positions de la délégation pour porter une alternative de rupture et faire triompher les intérêts du peuple face à la dérive autoritaire, austéritaire et ultralibérale de l'Union européenne.

LA DÉLÉGATION FRANCE INSOUMISE

MANON AUBRY 01

CO-PRÉSIDENTE DU
GROUPE DE LA GAUCHE

LUTTER CONTRE L'AUSTÉRITÉ
ET LES PRIVILÈGES ACCORDÉS
AUX MULTINATIONALES.

Manon Aubry défend la justice fiscale pour taxer les plus riches, combat les règles austéritaires imposées aux États et s'oppose aux accords de libre échange qui affaiblissent les droits sociaux et la souveraineté industrielle et agricole.

YOUNOUS OMARJEE 02

VICE-PRÉSIDENT DU
PARLEMENT EUROPÉEN

RENFORCER LA COHÉSION
TERRITORIALE ET DÉFENDRE
LES OUTRE-MER.

Younous Omarjee défend la politique de cohésion comme levier de réduction des inégalités territoriales, protège les programmes essentiels aux régions ultrapériphériques et porte les questions budgétaires.

MARINA MESURE 03

CHEFFE DE LA DÉLÉGATION
FRANCE INSOUMISE

DÉFENDRE UNE SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE.

Marina Measure agit pour les aides publiques aux entreprises au respect de critères sociaux, environnementaux et de maintien de l'emploi, protéger les travailleurs, encadrer les investissements et défendre une politique industrielle au service de l'intérêt général.

ANTHONY SMITH 04

DÉFENDRE LES DROITS
SOCIAUX ET RENFORCER LES
PROTECTIONS DÉMOCRATIQUES.

Anthony Smith agit pour sécuriser les parcours professionnels, protéger les travailleurs et défendre les principes démocratiques face aux dérives autoritaires.

LEÏLA CHAIBI 05

RÉGULER L'IA ET DÉFENDRE
LE DROIT AU LOGEMENT.

Leïla Chaibi agit pour les droits des travailleurs, encadrer l'IA et les plateformes numériques, lutter contre les pratiques abusives des multinationales et garantir un logement abordable partout en Europe.

ARASH SAEIDI 06

PROTÉGER LES AGRICULTEURS
ET DÉFENDRE UNE
AGRICULTURE DURABLE.

Arash Saeidi agit pour des transports accessibles, une agriculture durable garantissant un revenu digne aux agriculteurs, et des cadres juridiques protecteurs face aux crises et aux dérégulations.

RIMA HASSAN 07

PORTER LES DROITS HUMAINS
ET LA PAIX SUR LA SCÈNE
INTERNATIONALE.

Rima Hassan défend une politique étrangère fondée sur le droit international, combat les violations des droits humains et impose des débats sur la répression transnationale, la République Démocratique du Congo, le Soudan et la Palestine.

DAMIEN CARÊME 08

DÉFENDRE LE DROIT
D'ASILE ET LES LIBERTÉS
FONDAMENTALES.

Damien Carême combat les politiques migratoires répressives, s'oppose au Pacte Asile et Migration et défend une politique d'accueil fondée sur la dignité humaine, la solidarité et le respect du droit international.

EMMA FOURREAU 09

DÉFENDRE LES DROITS
DES FEMMES ET PROTÉGER
LES ÉCOSYSTÈMES.

Emma Fourreau combat les offensives réactionnaires contre les droits des femmes et des minorités de genre, défend l'égalité et porte une écologie exigeante au service de la protection des océans, de la biodiversité et du vivant.



PROTÉGER LES TRAVAILLEUR·EUSES ET LES DROITS SOCIAUX

4

Face à la précarisation du travail et aux nouvelles formes d'exploitation, la délégation insoumise a mené des batailles essentielles pour renforcer les droits des travailleur·euses.

Sécuriser les parcours professionnels et renforcer les protections

Nos élu·es ont défendu des mesures pour sécuriser les parcours professionnels, en obtenant la reconnaissance d'un droit de retrait sans préjudice pour les stagiaires, la garantie de stages de qualité équitablement rémunérés, la lutte contre les abus substituant un stage à un emploi, et la possibilité de mettre fin au stage sans pénalisation en cas d'atteinte aux droits fondamentaux. La délégation a également obtenu la reconnaissance d'une journée européenne en hommage aux victimes d'accidents mortels au travail, pour visibiliser les drames liés à la dérégulation et rappeler l'urgence de garantir un environnement de travail sain et sûr car personne ne doit perdre sa vie en essayant de la gagner.

Protéger les travailleurs face aux restructurations

Dans les procédures d'insolvabilité et de restructuration des entreprises, la délégation a obtenu la représentation des salariés dans les comités de créanciers lors des procédures d'insolvabilité, renforçant la capacité des salarié·es à défendre leurs intérêts. Ces avancées permettent de mieux protéger les travailleurs face aux décisions des créanciers et des grandes entreprises, souvent prises sans considération de leurs répercussions sociales.

Reconnaître et protéger le travail des femmes dans les secteurs du soin

La délégation insoumise a défendu une meilleure reconnaissance du travail des femmes dans les secteurs du soin, où les inégalités salariales et de retraite sont les plus fortes. Elle a porté l'intégration du caractère systémique des discriminations de genre dans les textes européens, ainsi que l'élaboration de lignes directrices pour une évaluation et une rémunération plus équitable des métiers à prédominance féminine.

ENCADRER L'IA, RÉGULER LA BIG TECH, PROTÉGER LES DONNÉES

5

Face au pouvoir des géants du numérique, la délégation défend des règles plus strictes pour protéger les citoyen·nes, les travailleurs et garantir un usage éthique des technologies.

Protéger les citoyens face aux nouvelles formes de domination numérique

Nous avons mené des batailles essentielles pour limiter les pratiques addictives des plateformes, encadrer les mécanismes qui manipulent l'attention et interdire les usages les plus dangereux de l'intelligence artificielle, notamment ceux qui facilitent les violences numériques et la diffusion d'images manipulées.

Ces avancées posent un principe fondamental : la technologie ne doit jamais servir à exploiter, surveiller ou contrôler les individus

Défendre un cadre européen protecteur pour les données et les libertés

Nos élu·es ont résisté aux tentatives de détricotage des protections existantes, en défendant le cadre européen sur les données personnelles et en s'opposant aux dérégulations qui affaiblissent les droits des citoyen·nes. Nous menons la bataille contre *ChatControl 01*, qui permet un système de surveillance de masse des messageries privées, face à l'obstination antidémocra-

tique de la Commission. La délégation suit également l'application des textes européens sur les services numériques et les marchés numériques, afin de garantir que les plateformes respectent leurs obligations de transparence, de modération et de limitation des abus de position dominante.

Lutter contre la surveillance algorithmique et les dérives des plateformes

La délégation a dénoncé les pratiques de surveillance algorithmique imposées dans certains secteurs, qui menacent les droits fondamentaux, la santé et les conditions de travail. Ce combat vise à empêcher que les technologies deviennent un levier de pression. Nos élus portent des règles qui protègent la dignité et les libertés des travailleurs.

DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES ET COMBATTRE LES LOBBYS RÉACTIONNAIRES

6

La délégation fait des droits des femmes une priorité, dans un contexte marqué par la montée des lobbys réactionnaires et les attaques contre les libertés reproductives.

Faire progresser le droit à l'avortement en Europe

La délégation a joué un rôle central dans la campagne My Voice My Choice, qui vise à garantir le droit à l'avortement dans toute l'Union européenne. Cette mobilisation a permis une avancée majeure : pour la première fois, des fonds européens pourront financer l'accès à l'IVG, permettant à des femmes habitant dans des pays où le droit à l'avortement est interdit, d'y avoir accès ailleurs.

Combattre les offensives réactionnaires

Face aux campagnes réactionnaires visant à restreindre les droits des femmes, nos élu-es ont organisé et soutenu des mobilisations pour défendre l'égalité et dénoncer les attaques contre les libertés reproductives.

Défendre les droits des femmes au delà des frontières européennes

La délégation insoumise affirme que les droits des femmes doivent être protégés en toutes circonstances, y compris dans les contextes de conflit ou de crise humanitaire. Elle a renforcé les protections pour les femmes et les minorités dans les travaux parlementaires et les résolutions internationales, en intégrant les enjeux féministes dans les débats sur les droits humains.

Ces combats s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à renforcer les droits fondamentaux face à la montée des mouvements anti-genre en Europe. Notre délégation a systématiquement intégré une perspective féministe dans les résolutions internationales, défendu les organisations de terrain menacées et rappelé que l'égalité entre les femmes et les hommes est un principe non négociable. Nous avons porté une voix claire contre les campagnes de désinformation et les tentatives de normalisation des discours réactionnaires.

GARANTIR LE DROIT AU LOGEMENT ET RENFORCER LA COHÉSION DES TERRITOIRES

7

Le logement est devenu une urgence sociale en Europe. La délégation agit pour défendre le droit au logement, renforcer la cohésion des territoires et soutenir les Outre-mer.

Défendre le droit au logement partout en Europe

La crise du logement touche désormais toutes les grandes villes européennes : explosion des loyers, pénurie de logements accessibles, emprise croissante des plateformes touristiques. La délégation a porté des mesures fortes pour protéger les locataires, redonner du pouvoir aux collectivités et encadrer les locations touristiques afin de limiter la spéculation et préserver l'accès au logement pour les habitants.

Nous avons également défendu un rapport européen ambitieux sur le logement, affirmant un principe essentiel : le logement est un droit, pas un marché.

Construire les solutions avec les habitants

La délégation insoumise a organisé des espaces de dialogue réunissant associations, collectifs et habitants pour élaborer des solutions concrètes face à la spéculation et à la crise du logement.

Ces initiatives permettent de relier les luttes locales aux batailles menées au Parlement et de porter les revendications des citoyens dans les négociations européennes.

Renforcer la cohésion territoriale et soutenir les Outre-mer

Dans les territoires ultramarins, nos élu-es ont obtenu des avancées décisives pour renforcer la cohésion et protéger les populations confrontées à des crises récurrentes. Nous avons défendu des programmes de reconstruction après les catastrophes naturelles, soutenu une stratégie européenne dédiée aux îles et protégé les dispositifs agricoles essentiels aux Outre-mer face aux tentatives de coupes budgétaires.

Ces actions visent à garantir que les territoires les plus exposés ne soient pas laissés de côté et disposent des moyens nécessaires pour faire face aux crises sociales, climatiques et économiques.

LES CHIFFRES DU MANDAT

7633

AMENDEMENTS DÉPOSÉS

Pour transformer les lois européennes, renforcer les droits sociaux, protéger l'environnement et encadrer les multinationales.

467

INTERVENTIONS EN PLÉNIÈRE

Pour porter la voix des peuples, dénoncer les dérives autoritaires et défendre les biens communs.

73

RAPPORTS NÉGOCIÉS

Pour peser dans les décisions européennes : industrie, agriculture, numérique, droits fondamentaux, Outremer.

75

RÉSOLUTIONS DÉPOSÉES

Pour mettre à l'agenda européen les droits humains, la justice sociale, la paix et la bifurcation écologique.

692

QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

Pour exiger transparence, responsabilité et contrôle démocratique des institutions européennes.

UNE DÉLÉGATION EN ACTION

+150

DOSSIERS LÉGISLATIFS SUIVIS

Droits des travailleurs, IA et Big Tech, justice climatique, agriculture, Outremer, fiscalité, migrations, paix.

DES CENTAINES DE MISSIONS DE TERRAIN

En France métropolitaine, dans les départements et régions d'Outremer, en Europe et à l'international : rencontres avec syndicats, associations, collectifs citoyens, ONG, travailleurs, agriculteurs, étudiants.

UNE PRÉSENCE CONSTANTE DANS LES NÉGOCIATIONS

Accélérateur industriel, Space Act, Pacte Asile, Digital Fairness Act, accords commerciaux, politiques agricoles, politiques de cohésion.

UNE DÉLÉGATION MOBILISÉE SUR TOUS LES FRONTS

Social, écologique, démocratique, féministe, international : un mandat complet, cohérent et engagé.



SOUTENIR LES AGRICULTEURS ET GARANTIR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

10

Nous agissons pour protéger celles et ceux qui nous nourrissent, garantir des revenus dignes et construire une souveraineté alimentaire qui ne laisse aucun territoire de côté.

Accompagner les agriculteurs face aux crises

Nous avons défendu des mesures de soutien aux agriculteurs confrontés à la volatilité des prix, aux crises climatiques et exposés aux effets néfastes des accords de libre-échange ainsi qu'à la concurrence déloyale. Nous avons également porté l'exigence d'un prix minimum garanti pour les producteurs, ainsi que la nécessité d'accompagner les filières en transition, notamment dans la viticulture, face aux impacts du changement climatique.

Ces avancées visent à protéger les agriculteurs, renforcer la résilience des filières agricoles et construire une bifurcation écologique qui ne délaisse aucun territoire.

Réorienter la politique agricole commune (PAC)

La délégation défend une réforme profonde de la PAC pour garantir des revenus stables, soutenir les petites exploitations et favoriser l'agriculture biologique. Nous portons une modulation des aides pour qu'elles bénéficient en priorité aux agriculteurs qui respectent les normes

sociales et environnementales, et non aux grands groupes agro-industriels. Cette bataille vise à faire de la PAC un outil de souveraineté alimentaire, de justice sociale et de bifurcation écologique.

Protéger la santé des agriculteurs et des consommateurs face aux pesticides

Nos élu.es s'opposent aux dérégulations environnementales qui affaiblissent les protections sanitaires et ouvrent la voie à des usages dangereux de pesticides. La délégation insoumise s'est opposée aux offensives visant à affaiblir les normes environnementales et sanitaires encadrant l'usage des pesticides, en particulier à travers l'Omnibus VIII, train de mesures porté par la Commission Von der Leyen, qui détruit des pans essentiels des directives Habitats et Eau pour accélérer les projets industriels.

Nous avons défendu le maintien de règles strictes pour limiter l'exposition des agriculteurs et des consommateurs à des subs-

PROTÉGER LES ÉCOSYSTÈMES ET RENFORCER LA JUSTICE CLIMATIQUE

11

La délégation mène des combats essentiels pour dénoncer et s'opposer aux dérégulations environnementales, pour préserver les océans, protéger la biodiversité et freiner les industries les plus destructrices pour les écosystèmes.

Lutter contre les industries polluantes et la destruction des écosystèmes

Nos élu.es ont obtenu l'intégration de la fast fashion dans la directive européenne sur les déchets, une avancée majeure pour responsabiliser l'industrie textile et réduire son impact environnemental. Nous avons également défendu des mesures ambitieuses de protection et de restauration des océans, en inscrivant des objectifs contraignants dans les travaux européens.

Ces actions visent à freiner les industries les plus polluantes et à préserver les écosystèmes essentiels à la biodiversité comme aux activités humaines.

Protéger les océans et les ressources naturelles

Notre délégation a porté des mesures de sauvegarde pour la mer Baltique, frappée par une catastrophe écologique, incluant la protection des cétacés et des phoques. Nous avons également soutenu un moratoire sur la pêche au krill en Antarctique, afin de s'opposer à des pratiques destructrices pour les écosystèmes polaires.

Ces avancées s'inscrivent dans une vision cohérente : préserver les ressources naturelles, protéger les milieux marins et garantir que les activités humaines qui en dépendent puissent se maintenir durablement.

Encadrer les nouvelles techniques génomiques (NTG) et refuser la dérégulation environnementale

La délégation insoumise s'est opposée à la dérégulation environnementale par le biais des nouvelles techniques génomiques (NTG), qui permettrait d'introduire des organismes génétiquement modifiés sans étiquetage, traçabilité ni évaluation indépendante. Les consommateurs seraient ainsi privés de leur droit à une information transparente et de la possibilité de choisir en connaissance de cause les produits qu'ils achètent. Notre combat vise également à empêcher que les NTG deviennent un vecteur de dérégulation écologique et exposent durablement les milieux naturels à des risques irréversibles.

DÉFENDRE UNE FISCALITÉ JUSTE, RÉGULER LES MULTINATIONALES ET COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ

12

La délégation insoumise lutte contre l'austérité et l'impunité des multinationales pour remettre l'argent public au service de l'intérêt général.

Combattre l'austérité et défendre une fiscalité juste

Nous avons combattu les règles austéritaires qui fragilisent les services publics et empêchent les États d'investir dans la bifurcation écologique et la protection sociale. Nous sommes le seul groupe à avoir proposé systématiquement, dans toutes les discussions budgétaires, une taxation des superprofits et des millionnaires, propositions rejetées par un axe macroniste - extrême-droite.

Réguler les multinationales

Dans la foulée du mandat précédent où nous avons obtenu une grande victoire avec l'adoption du devoir de vigilance des multinationales, notre délégation a bataillé contre le grand vent de dérégulation impulsé par la Commission européenne. Nous avons été le seul groupe à refuser la réouverture des négociations sur le devoir de vigilance, un texte essentiel permettant de tenir juridiquement responsables les entreprises qui violent les droits humains ou saccagent l'environnement dans leur chaîne de production.

Conditionner l'argent public et protéger les régions ultrapériphériques de l'UE

La délégation a joué un rôle déterminant pour défendre les Régions ultrapériphériques et les programmes essentiels aux Outre-mer dans les négociations budgétaires. Elle a porté la conditionnalité des aides publiques afin que l'argent européen bénéficie aux travailleurs, aux territoires et aux filières locales, plutôt qu'aux entreprises qui contournent leurs obligations sociales et polluent massivement.

Ces engagements visent à garantir que les fonds européens soutiennent réellement la cohésion territoriale, la justice

FAIRE PRIMER L'ÉTHIQUE SUR LE FRIC

13

La gouvernance européenne est minée par l'influence disproportionnée des puissances économiques : il y a plus de soixante-dix lobbyistes pour chaque député·e, et un nombre significatif d'élus cumulent des rémunérations annexes ou sont impliqués dans des affaires de corruption. Face à ces dérives, la délégation insoumise défend une exigence d'intégrité et de transparence au service de l'intérêt général.

Remplir notre devoir d'exemplarité

Nous portons chaque année des amendements visant à rapprocher les conditions matérielles des députés européens de celles des citoyen·nes : division par deux de la rémunération des députés et des membres de la Commission, suppression des régimes spéciaux de retraite et de chômage et interdiction des rémunérations annexes génératrices de conflits d'intérêts. Ces propositions, systématiquement rejetées par l'extrême droite de Jordan Bardella et les macronistes, visent à restaurer la confiance démocratique et à garantir une représentation publique indépendante des pressions économiques.

Mener la bataille de l'anti-corruption

Nous traquons les multinationales qui tentent de contourner les règles du registre de transparence de l'Union européenne pour le lobbying au sein du Parlement : nous saisissons la présidente du Parlement, interrogeons la Commission européenne et mettons le sujet à l'ordre du jour de la Conférence des présidents. Grâce à notre pression, l'accès au Parle-

ment européen des lobbyistes de Huawei et d'Amazon a été suspendu. Jusqu'à ce que nous obtenions une véritable autorité éthique européenne indépendante et des enquêtes parlementaires sur chaque scandale, nous ne lâcherons rien.

Cette démarche s'inscrit dans une vision cohérente de la vie démocratique européenne : une gouvernance fondée sur la transparence, l'intégrité et la responsabilité. En défendant des règles strictes, en renforçant les mécanismes de contrôle et en limitant l'influence des puissances économiques, la délégation insoumise porte une exigence d'exemplarité indispensable pour restaurer la confiance des citoyen·nes dans les institutions européennes et garantir que les décisions publiques servent réellement l'intérêt général.

COMPRENDRE LES VOTES EUROPÉENS : LIRE LES RAPPORTS DE FORCE AU PARLEMENT

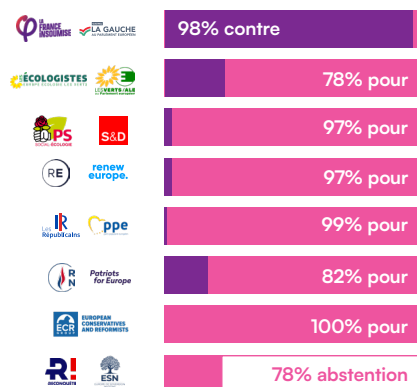
Les votes du Parlement européen révèlent les choix politiques qui orientent ce mandat : accords commerciaux, droit d'asile, protection sanitaire, normes environnementales. La délégation France insoumise, au sein du groupe de La Gauche, s'est opposée aux dérégulations et aux politiques régressives portées par la majorité.

Ces graphiques mettent en lumière les positions des différents groupes sur des textes clés et illustrent les rapports de force auxquels se heurtent les combats menés pour la justice sociale, la bifurcation écologique et les droits fondamentaux.

Prolongation des substances cancérigènes et dangereuses

Nous avons rejeté la prolongation de substances nocives qui menacent la santé publique et affaiblissent les normes environnementales.

Voir page 10

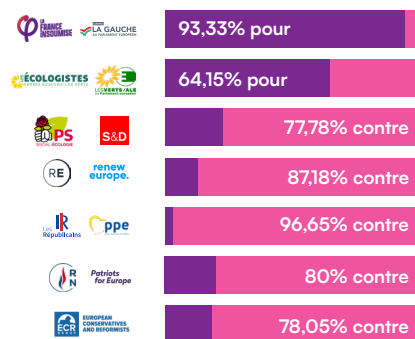


Vote du 26/03/2026
A100048/2026 - 2025/0059(COD)

Rejet de la dérégulation des NTG

Nous avons rejeté la dérégulation des NTG, qui introduirait des organismes modifiés sans traçabilité ni contrôle, menaçant la transparence et les écosystèmes.

Voir page 11

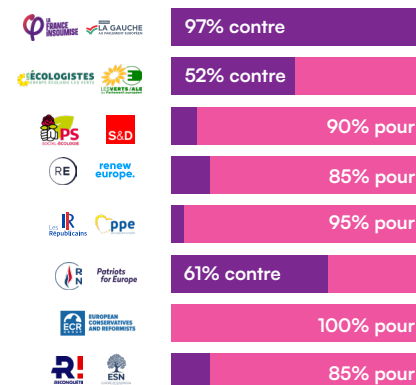


Vote du 17/06/2026
A10-0175/2026 — 2023/0226(COD)

Accord commercial injuste avec les États-Unis

Nos élu.es ont dénoncé un accord déséquilibré qui menace les standards sociaux, environnementaux et industriels européens.

Voir page 16

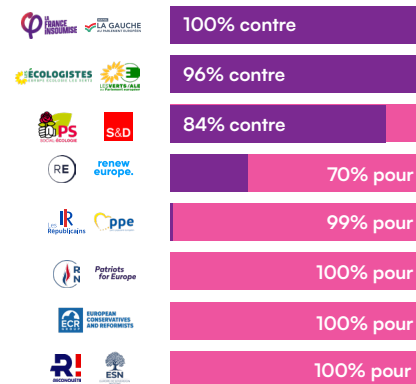


Vote du 26/03/2026
A100069/2026 — 2025/0261(COD)

Règlement Retour : déportation et enfermement des familles exilées

Nos élu.es ont voté contre ce règlement qui ouvre la voie à des violations graves du droit international et des droits humains.

Voir page 17

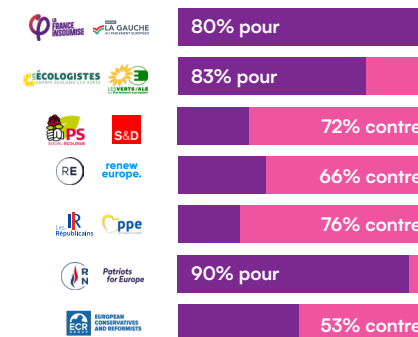


Vote du 17/06/2026
A100048/2026 — 2025/0059(COD)

Saisine de la justice contre l'accord UE—Mercosur

À l'initiative de notre délégation, le Parlement a voté la saisine de la Cour de justice pour vérifier la conformité de cet accord destructeur.

Voir page 16

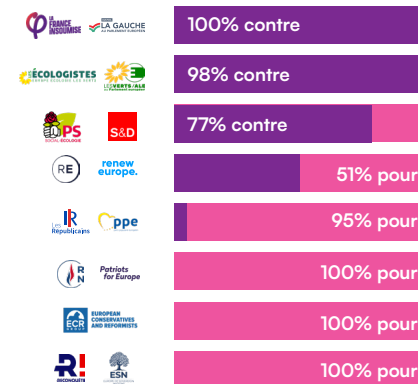


Vote du 26/03/2026
A100069/2026 — 2025/0261(COD)

Destruction du droit d'asile en Europe

La délégation s'est opposée aux mesures qui affaiblissent les garanties pour les personnes en quête de protection.

Voir page 17



Vote du 10/02/2026
A100255/2025 — 2025/0132(COD)

DÉFENDRE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET AGRICOLE CONTRE LES ACCORDS DE LIBRE ÉCHANGE

16

La délégation s'oppose aux accords de libre échange qui fragilisent les droits sociaux, l'environnement et la démocratie.

Combattre les accords de libre-échange qui menacent nos droits et l'environnement

La Commission européenne a multiplié les tentatives pour faire adopter de nouveaux accords de libre échange. Notre groupe est le seul à s'y opposer systématiquement, qu'il s'agisse de l'accord UE-Mexique ou de l'accord inégal avec les États-Unis. Sur le Mercosur, la délégation a obtenu une victoire majeure avec le vote de la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, retardant sa conclusion et imposant un contrôle de sa conformité au droit européen. À chaque étape, nous avons dénoncé la concurrence déloyale pour l'agriculture et l'industrie européennes ainsi que les impacts sociaux et environnementaux de ces accords.

Ces batailles affirment un principe essentiel : l'Europe ne peut pas sacrifier ses standards au nom du dogme du libre échange.

Faire respecter le droit international dans la politique commerciale européenne

Dans le cadre de notre nouveau parti européen, l'European Left Alliance (ELA), la délégation a porté une initiative citoyenne européenne pour suspendre l'accord d'association entre l'UE et Israël, qui fait de l'Union son premier partenaire commercial malgré de graves violations du droit international. En moins de trois mois, plus d'un million de signatures ont été recueillies. Nous défendons un principe clair : aucun avantage commercial ne doit être accordé à un État qui viole les droits humains.

Réindustrialiser sans abandonner les exigences sociales et écologiques

Après des années de mobilisation, nos eurodéputé-es ont obtenu des mesures commerciales pour protéger les secteurs stratégiques, notamment l'acier, et défendu des conditionnalités sociales et écologiques dans les programmes industriels. Nous portons une vision de la souveraineté industrielle fondée sur la gestion publique des biens communs et la prévention des débris dans l'espace. L'Europe doit se réindustrialiser, mais jamais au détriment des travailleurs, du climat ou des ressources naturelles.

DÉFENDRE LE DROIT D'ASILE ET LES DROITS FONDAMENTAUX

17

Face au durcissement des politiques migratoires européennes, la délégation défend une approche fondée sur la dignité humaine, la solidarité et le respect du droit international.

Défendre un droit d'asile fondé sur les droits humains

Notre délégation a été l'une des voix les plus fortes contre le Pacte Asile et Migration, qui externalise les responsabilités des pays européens et affaiblit les garanties pour les personnes en quête de protection. Nous nous sommes opposés au règlement sur les pays tiers sûrs et au règlement Retour, qui ouvrent la voie à des déportations, y compris d'enfants, vers des pays tiers et à des violations des droits fondamentaux. Nous avons rappelé que la criminalisation de l'aide humanitaire n'a pas sa place dans une Union fondée sur les droits humains, dont le droit d'asile est l'une des pierres angulaires.

Porter la défense des droits humains au niveau international

Notre délégation insoumise a porté ces combats sur la scène internationale, en intervenant sur les violations des droits humains en Palestine, au Liban, en République Démocratique du Congo, au Soudan

et dans plusieurs autres contextes de crise. Nous avons fait adopter un rapport historique sur la répression transnationale, obtenu l'inscription à l'agenda de résolutions majeures et défendu une approche décoloniale des politiques européennes.

Nous avons également contribué à mettre la situation en République Démocratique du Congo au cœur des travaux du Parlement, en exigeant des sanctions ciblées et la suspension du soutien européen au Rwanda.

Défendre les libertés fondamentales et la protection des populations civiles

Notre délégation a fait émerger des débats sur l'instrumentalisation des lois antiterroristes et rappelé la responsabilité de l'Union européenne dans la protection des populations civiles. Nous défendons une politique extérieure fondée sur les droits humains, la justice internationale et la protection des personnes exposées aux conflits et aux violences.

AGIR POUR LA PAIX ET LE DROIT INTERNATIONAL

Pour une diplomatie européenne fondée sur la coopération et le droit international. La délégation porte une voix pour la paix, la justice internationale et la solidarité entre les peuples.

Promouvoir une diplomatie basée sur le droit international

Notre délégation a représenté le Parlement européen dans plusieurs espaces internationaux, en défendant une approche fondée sur la coopération, la protection des droits humains et la résolution diplomatique des conflits. Elle porte une vision de la politique extérieure européenne centrée sur le multilatéralisme, la prévention des conflits et la défense des populations civiles. Elle place son action dans le cadre des résolutions votées par l'Assemblée générale des Nations unies.

Renforcer les liens avec les mouvements sociaux internationaux

Nos élu·es insoumis.es ont consolidé, à travers le monde, les liens avec les mouvements sociaux, syndicats et organisations engagées contre les accords de libre échanges destructeurs et les politiques d'extrême droite. Ces échanges nourrissent les batailles menées au Parlement européen et permettent de porter les revendications des peuples mobilisés pour la justice sociale, la démocratie et la souveraineté.

Soutenir celles et ceux qui reconstruisent et résistent

Dans les zones de conflit, notre délégation a soutenu les travailleurs, les syndicats et les défenseurs des droits qui reconstruisent leurs pays en pleine guerre ou résistent face aux persécutions. Elle a également contribué à obtenir des protections pour des militants menacés, affirmant que la solidarité internationale est un pilier essentiel de la paix et de la justice sociale.

18

DANS L'HEMICYCLE ET SUR LE TERRAIN

19



Être présent aux côtés de celles et ceux qui luttent

Sur le terrain, notre délégation insoumise a été présente là où les droits étaient menacés : aux côtés des travailleurs en lutte, des associations mobilisés et des citoyens confrontés aux abus des multinationales. Nous avons documenté les atteintes aux droits, soutenu les salariés face aux restructurations et participé à des actions contre l'extrême droite, en lien avec des réseaux antifascistes en Europe et à l'international.

Défendre les solidarités citoyennes

Notre délégation s'est engagée dans des initiatives citoyennes en soutien aux populations civiles, notamment autour des mobilisations pour Gaza, ainsi que

dans des actions féministes et des campagnes pour l'égalité. Nous avons organisé des rencontres autour du droit au logement, soutenu les défenseurs de l'asile et renforcé les liens avec les acteurs de terrain qui protègent les droits humains au quotidien.

Relier les luttes locales aux combats européens

Les engagements internationaux ont prolongé ce travail, en tissant des liens avec syndicats, ONG et mouvements sociaux pour renforcer la solidarité entre luttes locales et mobilisations globales. Cette articulation permet de porter la voix des peuples dans les débats européens et d'ancrer les batailles parlementaires dans les réalités vécues sur le terrain.

CONCLUSION

Depuis le début du mandat, la délégation insoumise s'est mobilisée sans relâche contre les politiques portées par la majorité d'Ursula von der Leyen, qui n'hésite pas à s'appuyer sur les voix de l'extrême droite pour faire adopter son agenda libéral et sécuritaire. Cette même majorité qui remet en cause les droits sociaux, accélèrent la destruction de l'environnement, criminalisent la solidarité et renforcent le pouvoir des multinationales. Au Parlement européen,

VISION 2026-2029 AMPLIFIER LE RAPPORT DE FORCE

Les prochaines années seront décisives. Face à la montée des inégalités, aux crises écologiques, aux dérives autoritaires et à la toute-puissance des multinationales, la délégation insoumise veut amplifier le rapport de force.

Nous continuerons à défendre les travailleurs, les droits des femmes, les libertés publiques, la paix et la solidarité internationale.

Notre objectif est clair : remettre les droits au centre des politiques européennes et refuser la transformation de l'Union en simple marché au service des puissances économiques.

en commission, sur le terrain comme à l'international, elle a défendu une ligne constante : faire primer les droits humains, la justice sociale et l'intérêt général sur les logiques de marché.

Ce bilan témoigne d'une action déterminée pour la justice sociale, la démocratie, la paix et la protection des populations. Il montre qu'une autre voie existe : une voie fondée sur les droits, la solidarité et l'émancipation.

APPEL – CONSTRUIRE ENSEMBLE L'ALTERNATIVE

Ce bilan est un point de départ. Rien de ce qui a été obtenu n'aurait été possible sans les mobilisations, les syndicats, les associations, les collectifs et les citoyen·nes engagés.

Pour faire reculer les politiques réactionnaires, pour défendre les droits, pour construire une alternative, nous avons besoin de vous.

Continuons à agir, à nous organiser et à faire vivre une autre voie, celle de l'insoumission

 **SUIVEZ-NOUS**
SUR LES RÉSEAUX
  **SOCIAUX** 



D-FI.LAFRANCEINSOUMISE.FR



GUE/NGL
LA GAUCHE
AU PARLEMENT EUROPÉEN